



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 24 septembre 2024

Nombre de membres en exercice : 27  
Nombre de présents : 20  
Nombre de votants : 24

Date de la convocation : 13 septembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-quatre septembre à quinze heures cinquante-quatre, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUERIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Frédérique LIEVRE (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint-Just-Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint Sornin)

Absents excusés :

Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle sur Seudre) : pouvoir à M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre),  
M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus),  
Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) : pouvoir à M. Stéphane DELAGE (Le Gua),  
M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Patrice BROUHARD (Le Gua)

Absents :

M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage).

Secrétaire de séance : M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)

Convention triennale de partenariat relative au recrutement et au financement  
d'un intervenant social en gendarmerie sur le territoire de Marennes-Oléron

*Action sociale  
intercommunautaire*

Monsieur le Président expose :

L'Intervenant(e) Social(e) en Gendarmerie (ISG), qualifié(e) d'«urgentiste social», réalise une intervention de proximité qui permet d'assurer une prise en charge sociale de la personne. Il joue un

rôle dont l'efficacité est largement reconnue aux niveaux local et national.

Les principales missions de l'ISG sont :

- Evaluer la nature des besoins sociaux qui se révèlent à l'occasion de l'activité policière ;
- Réaliser l'intervention de proximité, dans l'urgence si nécessaire : actes éducatifs ou de médiation sociale, assistance technique, action de soutien, d'information et d'orientation ;
- Faciliter l'accès de la personne aux services sociaux et de droit commun concernés.

Lors de la conférence du 9 février 2024 à Jonzac relative à la lutte contre les violences faites aux femmes et plus largement contre les violences intra familiales (VIF), le Préfet de la Charente-Maritime a annoncé la consolidation du dispositif d'implantation des ISG sur le territoire charentais-maritime.

Dans ce cadre, l'Etat, la Communauté de Communes de l'Ile d'Oléron, la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, le groupement de gendarmerie départementale de Charente-Maritime, la Caisse d'Allocations Familiales de Charente-Maritime, la Mutualité Sociale Agricole « Charentes » et l'association « Altéa Cabestan », entendent développer un partenariat opérationnel qui répond à la gestion de problématiques sociales individuelles ou familiales par la création et la mise en place d'un poste d'intervenant social en gendarmerie sur le territoire de Marennes-Oléron.

L'Intervenant(e) Social(e) exercera ses missions au sein des brigades de gendarmerie de Saint-Pierre-d'Oléron et de Marennes-Hiers-Brouage :

- Sous l'autorité fonctionnelle du commandant de compagnie qui fixe les conditions d'exercice de son activité par note de service interne, en accord avec les parties signataires ;
- Sous l'autorité hiérarchique de la directrice de l'association « Altéa Cabestan ».

Le financement qui s'élève annuellement à 50 000 € sera assuré selon les modalités ci-après :

	Année N		Année N+1		Année N+2	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
État	40 000 €	80	25 000 €	50	16 500 €	33
CC Ile d'Oléron	3 067 €	6,13	13 067 €	26,13	19 000 €	38
CC Bassin de Marennes	1 533 €	3,07	6 533 €	13,07	9 500 €	19
CAF	5 000 €	10	5 000 €	10	5 000 €	10
MSA	400 €	0,80	400 €	0,80	0 €	0

*Le financement MSA s'inscrit dans la durée de sa Convention d'Objectifs et de Gestion (COG)*

## LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu la loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance ;

Vu la circulaire interministérielle NOR/INT/K/06/30043/J du 1<sup>er</sup> août 2006 relative à l'extension du dispositif des travailleurs sociaux dans les services de police et de gendarmerie ;

Vu la circulaire de la direction générale de la police nationale et de la direction générale de la gendarmerie nationale du 21 décembre 2006 définissant le cadre de référence des intervenants sociaux dans les commissariats de police et les unités de gendarmerie ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5214-16-II-5° du CGCT ;

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes annexés à l'arrêté préfectoral du 12 mars 2020 et notamment l'article 11 du groupe de compétence optionnelle relatif à l'action sociale d'intérêt communautaire ;

Vu le Projet Santé-Social du Bassin de Marennes articulant la Convention Territoriale Globale et le Contrat Local de Santé sur le territoire ; et notamment l'axe 5 de ce dernier ayant trait à l'amélioration des parcours de santé et de vie des personnes souffrants de troubles psychiques et en situation de précarité, comprenant l'objectif de développement de la protection et l'accompagnement des personnes fragiles, dont la lutte contre les violences intrafamiliales ;

Vu la délibération du 30 mai 2024 du conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Île d'Oléron ;

Après avoir entendu l'exposé du Président,

**DECIDE**

- D'approuver la convention triennale relative au recrutement et au financement d'un intervenant social au sein des brigades de gendarmerie de Marennes-Hiers-Brouage et de Saint-Pierre-d'Oléron ;
- D'autoriser le Président à signer cette convention ainsi que tout document afférent ;
- De participer au financement du poste d'Intervenant Social en Gendarmerie sur trois ans ;
- D'inscrire les dépenses au budget.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président  
Patrice BROUHARD

Le Secrétaire de séance  
François SERVENT

